



Carburants : l'État plafonne, les prix explosent

Consultée en urgence sur un projet de décret relatif aux prix des carburants, la CNL dénonce une réponse aussi technocratique qu'inefficace face à l'explosion des prix à la pompe.

Derrière une façade d'interventionnisme, le gouvernement orchestre en réalité l'impuissance publique. Une posture de plus, tandis que des millions de ménages suffoquent.

Dans un contexte de tensions internationales, notamment autour du détroit d'Ormuz, l'exécutif entend « lisser les hausses sur une période donnée », sans encadrement strict ni retour aux prix d'avant-crise. Le dispositif, temporaire et valable jusqu'au 31 août 2026, concerne les carburants SP95-E10, SP95, SP98 et le gazole B7. Il ne s'agit ni d'un gel ni d'un blocage des prix, mais d'un mécanisme visant à limiter les variations trop brutales à la pompe.

Un plafonnement des prix des carburants serait instauré, variable selon chaque carburant et chaque station-service. Il serait calculé à partir d'un prix de référence fondé sur la moyenne des cinq dernières cotations du marché de Rotterdam, auquel s'ajouteraient la marge habituelle des stations avant la crise (janvier-février 2026) et les coûts de transport.

Le dispositif ne s'appliquerait que si les prix dépassent un seuil correspondant aux niveaux les plus élevés observés avant la crise, soit environ 1,71 € TTC par litre. Les petites stations vendant moins de 500 m³ par an en seraient exclues. Des ajustements territoriaux ou sectoriels pourraient être décidés par décret, sans pouvoir augmenter le plafond de plus de 10 centimes par litre.

Aujourd'hui, les consommateurs paient en moyenne entre 2,30 et 2,32 € le litre de gazole, plus de 2,05 € pour le SP95, et jusqu'à 2,09 € pour le SP98.

À ce niveau, parler de « protection » relève de l'illusion.

Plus grave encore, aucun chiffrage n'accompagne ce projet et rien n'est prévu sur les taxes, qui constituent pourtant la part principale du prix, ni sur les marges des grands groupes pétroliers, qui continuent de réaliser des profits records en pleine crise.

Pourtant, d'autres gouvernements ont agi, notamment en Espagne, où Pedro Sánchez a réduit la TVA sur les carburants. Résultat : jusqu'à 30 centimes d'euro de baisse par litre, soit environ 20 euros d'économie par plein pour une voiture moyenne. Une mesure simple, lisible et immédiatement efficace. La comparaison est sans appel.

La CNL appelle le gouvernement à arrêter de tergiverser et à agir en priorité pour les ménages les plus modestes et ceux contraints d'utiliser leur véhicule au quotidien : ceux-là ne peuvent plus absorber des hausses continues sans réponse forte de la puissance publique.

Il est urgent de rompre avec cette politique d'accompagnement de la hausse. La CNL exige :

- une baisse immédiate de la fiscalité sur les carburants,
- un encadrement strict des marges des pétroliers,
- des mesures garantissant un accès réel et durable à des prix abordables.

Le pouvoir d'achat ne se lisse pas. Il se défend.

Montreuil le 14 avril